



La lettre de la CPI

Février / Mars 2007 #13

Editorial p.1 | La Chambre préliminaire I reçoit des documents contenant des éléments de preuve de crimes présumés commis au Darfour p.1 | Faits en rapport avec la situation au Darfour p.2 | Le Bureau du Procureur et l'enquête qu'il mène au Darfour (Soudan) p.3 | Dates clés concernant l'enquête menée par le Procureur p.4 | Géographie du Darfour p.4 | Réponses à des questions sur les citations à comparaître p.5 | Les deux parties contestent la décision rendue par la Chambre préliminaire I p.5 | La Chambre de première instance I constituée p.5 | Activités de sensibilisation pour les étudiants et le grand public en RDC p.6 | Tenue d'ateliers d'information dans le nord de l'Ouganda p.6 | Nomination du directeur exécutif du Secrétariat du Fonds au profit des victimes; nouvelle phase des activités p.7 | Élection des membres du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes p.7 | Reprise de la cinquième session de l'Assemblée des États parties à New York p.8 | Résolutions adoptées p.8 | Réunion intersession 2007 p.9 | Le Nouveau Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties p.9 | Universalité du Statut de Rome : le rôle de la CPI p.10 | Le Greffier en mission en Ouganda p.10 | Manifestations à venir p.10

Éditorial

Le rythme des activités judiciaires de la Cour s'est accéléré avec la présentation par le Procureur d'éléments de preuve à la Chambre préliminaire I dans la situation au Soudan. Suite au renvoi de cette situation par le Conseil de sécurité de l'ONU, le Bureau du Procureur (BdP) a mené des enquêtes approfondies qui ont abouti au dépôt d'une requête. Dans ce contexte, des efforts particuliers ont été faits pour garantir aux victimes et aux témoins éventuels les mesures de protection qui s'imposent.

Dans une volonté de communiquer des informations récentes sur la requête déposée par le BdP, le Procureur a donné une conférence de presse à La Haye. Consciente de l'intérêt particulier que peut présenter cette situation pour un public arabophone, la Cour a publié cinq documents d'information en français, en anglais et en arabe. La conférence, retransmise en direct à la télévision, avec une traduction simultanée en arabe, pouvait aussi être visionnée sur Internet.

Soucieuse de faire en sorte que son rôle soit mieux compris, la Cour intensifie ses activités en matière de sensibilisation. En RDC, ces activités ont visé ce mois-ci des étudiants, des bénévoles et des membres d'organisations humanitaires ; dans le nord de l'Ouganda, ce sont notamment des représentants de la société civile qui ont participé à des activités organisées par la Cour. Il s'agissait ainsi de toucher progressivement un public plus large et de répondre aux besoins des populations concernées au niveau local.

Bruno Cathala, Greffier

La Chambre préliminaire I reçoit des documents contenant des éléments de preuve de crimes présumés commis au Darfour

Le 27 février 2007, la Chambre préliminaire I a reçu la requête du Bureau du Procureur exposant des éléments de preuves quant à des crimes présumés commis au Darfour et lui demandant d'émettre des citations à comparaître à l'encontre de M. Ahmad Muhammad Harun, ancien Ministre délégué chargé de l'Intérieur dans le Gouvernement soudanais, et M. Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, chef de milice présumé, connu aussi sous le nom d'Ali Kushayb.

Selon la requête, l'Accusation s'appuie sur des éléments de preuve recueillis au cours des 20 derniers mois pour estimer qu'il existe des motifs raisonnables de croire que M. Ahmad Harun et M. Ali Kushayb (également connu sous le nom d'Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman) sont pénalement responsables à l'égard de 51 chefs de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Selon les documents de l'Accusation, les éléments de preuve indiquent qu'ils ont agi de concert, et en collaboration avec d'autres, en poursuivant l'objectif commun de mener des attaques contre les populations civiles.

Les crimes auraient été perpétrés au cours d'attaques dirigées contre les villages et les villes de Kodoom, de Bindisi, de Mukjar et d'Arawala dans l'ouest du Darfour entre août 2003 et mars 2004. Selon le Procureur, l'Accusation s'est concentrée sur certains des événements les plus graves et sur les personnes qui, selon les éléments de preuve recueillis, en portent la responsabilité la plus lourde.

Début 2003, M. Ahmad Harun a été nommé chef du "Bureau de sécurité du Darfour". Selon l'Accusation, parmi ses tâches de coordination, la plus importante était la gestion du recrutement, du financement et de l'armement des Milices/*Janjaouid* - forces qui finiront par compter des dizaines de milliers de personnes, dans laquelle il est impliqué personnellement. L'Accusation affirme aussi que lors d'une

Suite page 2

Faits en rapport avec la situation au Darfour

31 mars 2005 Dans sa résolution 1593 (2005), le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a déféré au Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) la situation au Darfour (Soudan) depuis le 1^{er} juillet 2002.

4 avril 2005 Le Procureur a informé officiellement le Président de la Cour du renvoi de la situation au Darfour.

5 avril 2005 Le Procureur a reçu une enveloppe sous scellés contenant les conclusions de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour¹.

7 avril 2005 Le Procureur a ouvert la liste sous scellés des personnes désignées par la Commission internationale d'enquête comme étant soupçonnées de crimes internationaux graves au Darfour.

21 avril 2005 La Présidence de la CPI a rendu une décision assignant la situation au Darfour à la Chambre préliminaire I, composée de Mme la juge Akua Kuenyehia (Ghana), M. le juge Claude Jorda (France) et Mme la juge Sylvia Steiner (Brésil). (Voir : ICC-02/05-1)

6 juin 2005 Le Procureur de la CPI a annoncé sa décision d'ouvrir une enquête sur la situation au Darfour depuis le 1^{er} juillet 2002. (Voir : ICC-02/05-2)

29 juin 2005 Conformément à la résolution 1593, le Procureur a présenté un premier rapport au Conseil de sécurité.

13 décembre 2005 Conformément à la résolution 1593, le Procureur a présenté un deuxième rapport au Conseil de sécurité.

14 juin 2006 Conformément à la résolution 1593, le Procureur a présenté un troisième rapport au Conseil de sécurité.

24 juillet 2006 La Chambre préliminaire I a invité Mme Louise Arbour, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme,

et M. Antonio Cassese, Président de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour (Soudan), à lui soumettre par écrit leurs observations sur des questions relatives à la protection des victimes et à la préservation des éléments de preuve au Darfour ; a invité le Procureur et/ou ses représentants, de même que le conseil ad hoc de la Défense, à répondre par écrit aux observations dans un délai de 10 jours ; et a ordonné au Greffier de charger un conseil ad hoc de représenter et de protéger les intérêts généraux de la Défense. (Voir : ICC-02/05-10)

25 août 2006 Le Greffier a désigné M. Hadi Shalluf comme conseil ad hoc chargé de représenter et protéger les intérêts généraux de la Défense dans la situation au Darfour pendant la procédure, en application de la règle 103. (Voir : ICC-02/05-12)

25 août 2006 M. Antonio Cassese a présenté ses observations. (Voir : ICC-02/05-14)

11 septembre 2006 Le Procureur a répondu aux observations de M. Antonio Cassese. (Voir : ICC-02/05-16)

10 octobre 2006 Mme Louise Arbour a présenté ses observations. (Voir : ICC-02/05-19)

13 octobre 2006 Le conseil ad hoc de la Défense a déposé auprès du Greffier de la Cour le document intitulé « *Conclusions aux fins d'exception d'incompétence et d'irrecevabilité* », dans lequel il soulève des questions liées à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la situation au Darfour. (Voir : ICC-02/05-20)

19 octobre 2006 Le Procureur a répondu aux observations de Mme Louise Arbour. (Voir : ICC-02/05-21)

22 novembre 2006 La Chambre préliminaire I a rejeté les *Conclusions de la Défense du conseil ad hoc de la Défense* en faisant observer notamment qu'en vertu de l'article 19-2 du Statut, le conseil n'a pas formellement qualité

pour contester la compétence de la Cour et la recevabilité de la situation au Darfour au stade préliminaire de l'enquête. (Voir : ICC-01/05-34)

14 décembre 2006 Conformément à la résolution 1593, le Procureur a présenté un quatrième rapport au Conseil de sécurité.

18 décembre 2006 Le conseil ad hoc de la Défense a déposé une requête dans laquelle il demande à la Chambre d'autoriser le conseil ad hoc de la Défense à assister et participer à la procédure que le Bureau du Procureur engagera au Soudan. (Voir : ICC-02/05-41)

2 février 2007 La Chambre préliminaire I a rejeté la requête dans laquelle le conseil ad hoc de la Défense demande d'être informé par le Procureur de toute procédure envisagée et d'être invité à assister et participer à toutes les procédures liées à la situation au Darfour menées au siège de la Cour ou à l'extérieur, ou hors du pays hôte. (Voir : ICC-02/05-47)

1 La Commission internationale d'enquête sur le Darfour a été établie par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies mais elle a travaillé de façon indépendante. Le 25 janvier 2005, elle a indiqué à l'Organisation des Nations Unies qu'il y avait des raisons de croire que des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre avaient été commis au Darfour, et a recommandé le renvoi de la situation à la CPI.

Derniers documents juridiques publics déposés au Greffe

Si vous souhaitez obtenir les dernières informations sur l'ensemble des documents juridiques publics déposés au Greffe concernant les situations et les affaires portées devant la Cour, veuillez consulter le site Internet de la CPI à l'adresse suivante : www.icc-cpi.int/cases.html

Suite de la page 1

réunion publique, M. Ahmad Harun a déclaré qu'en qualité de chef du "Bureau de sécurité du Darfour", il lui avait été donné « toute la latitude et l'autorité pour ôter la vie ou pardonner à quiconque au Darfour au nom de la paix et de la sécurité ».

Selon l'Accusation, le conflit a consisté en des attaques des rebelles sur des installations de l'État soudanais au Darfour et une campagne contre-insurrectionnelle organisée par le Gouvernement soudanais contre les rebelles. La requête de l'Accusation contient aussi des éléments de preuve qui indiquent qu'à plusieurs reprises, M. Ahmad Harun a incité les Milices/

Janjaouid à mener ces attaques. Au début du mois d'août 2003, par exemple, avant une attaque contre Mukjar, M. Ahmad Harun aurait déclaré dans un discours que « puisque les enfants des Four étaient devenus des rebelles, tous les Four et tout ce qu'ils possédaient, étaient devenus des prises de guerre » des Milices/*Janjaouid*.

La requête indique également que M. Ali Kushayb, un « Aqid al Oqada » (« colonel des colonels ») au Darfour-Ouest, commandait des milliers de Milices/*Janjaouid* mi-2003 selon d'après les preuves recueillies. Selon l'Accusation, les éléments de preuve indiquent aussi que M. Ali Kushayb donnait

des ordres aux Milices/*Janjaouid* et aux forces armées afin qu'elles persécutent les populations civiles au moyen de viols en masse et autres abus sexuels, de meurtres, de tortures, d'actes inhumains, de pillages et de mises à sac de résidences et de marchés, de déplacements des communautés locales ainsi que d'autres actes criminels présumés.

La Chambre préliminaire I examinera les éléments de preuve afin de déterminer s'il existe des motifs raisonnables pour croire que les personnes citées ont commis les crimes qui leur sont imputés, et le cas échéant, décidera de la meilleure façon de garantir leur comparution devant la Cour.

Le Bureau du Procureur et l'enquête qu'il mène au Darfour (Soudan)

L'enquête

Conformément aux obligations qui lui incombent au regard du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a mené une enquête indépendante, recueillant depuis juin 2005 des déclarations et des éléments de preuve au cours de 70 missions effectuées dans 17 pays. Sa priorité est de nouer des contacts avec les victimes. Il a établi une sélection parmi des centaines de témoins potentiels et a recueilli plus d'une centaine de déclarations officielles de témoins, dont beaucoup sont également des victimes. Le Bureau a aussi effectué cinq missions au Soudan et a obtenu des renseignements de la part d'un certain nombre de fonctionnaires du gouvernement. Il est important que le gouvernement soudanais participe à ce processus afin de garantir une enquête impartiale. Le Bureau a procédé à un examen approfondi des faits à charge et à décharge.

Aux fins de la requête présentée à la Chambre préliminaire I le 27 février, le Procureur s'est principalement appuyé sur :

- 1) des déclarations de victimes et témoins oculaires des attaques rebelles et des attaques des Forces armées soudanaises et des Milices/*Janjaouid* dans la région du Darfour ;
- 2) des déclarations de personnes bien informées des activités des fonctionnaires du Gouvernement soudanais et des Milices/*Janjaouid* quant à la conduite de leur campagne contre-insurrectionnelle au Darfour ;
- 3) des documents et autres renseignements communiqués par le Gouvernement soudanais ;
- 4) le Rapport de la Commission internationale d'enquête des Nations Unies et d'autres éléments fournis par cette Commission ;
- 5) le Rapport de la Commission nationale d'enquête soudanaise et d'autres éléments fournis par cette Commission ; et
- 6) des documents, des rapports et des déclarations transmis par des organisations non gouvernementales internationales et nationales.

Les crimes allégués

Les crimes exposés dans la requête ont été perpétrés dans le contexte d'un conflit armé non international opposant dans la région du Darfour le Gouvernement soudanais et les forces rebelles, en particulier l'Armée/Mouvement de libération du Soudan (A/MLS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), depuis août 2002 environ.



Le Procureur lors de la conférence de presse du 27 février 2007 © Reuters/Jerry Lampen

L'une des caractéristiques du conflit armé au Darfour est que la majorité des pertes civiles survenues dans la région l'ont été au cours d'attaques sur des villes et des villages du Darfour menées par les Milices/*Janjaouid*, qui attaquaient seules ou avec les Forces armées soudanaises. La grande majorité des attaques menées par les Forces armées soudanaises et/ou les Milices/*Janjaouid* au Darfour ont été dirigées sur des régions habitées principalement par les tribus des Four, des Masalit et des Zaghawa.

Les Forces armées soudanaises et les Milices/*Janjaouid* n'ont pris pour cible aucun groupe rebelle au sein de ces villages. Elles les ont attaqués au motif que les dizaines de milliers de civils qui vivaient dedans et aux alentours soutenaient les forces rebelles. Cette stratégie a servi à justifier les massacres, les exécutions sommaires, les viols en masse et d'autres crimes graves contre des civils dont on savait qu'ils ne prenaient part à aucun conflit armé. Elle a en outre eu l'effet recherché : entraîner le déplacement forcé de villages et de communautés dans leur ensemble. En conséquence, des centaines de villages du Darfour ont été pillés et détruits. Deux millions de personnes ont été arrachées à leur foyer.

Il est affirmé dans la requête qu'Ahmad Harun et Ali Kushayb sont pénalement responsables à l'égard de 51 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, notamment : le viol, le meurtre, la persécution, la torture, le transfert forcé, la destruction de biens, le pillage, les actes inhumains, les atteintes à la dignité de la personne, les attaques contre la population civile et l'emprisonnement ou une privation grave de liberté.

Les personnes citées

À compter du mois d'avril 2003 environ, et jusqu'aux alentours de septembre 2005, Ahmad Harun était Ministre délégué chargé de l'Intérieur et responsable du 'bureau de sécurité du Darfour'. Parmi les tâches de coordination confiées à Ahmed Harun dans le cadre de ses fonctions, la plus importante était la gestion du recrutement de Milices/*Janjaouid* destinée à compléter les effectifs des Forces armées soudanaises, dans laquelle il s'est impliqué personnellement. Il a recruté des Milices/*Janjaouid* en ayant pleinement conscience du fait qu'ils commettraient des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre contre la population civile du Darfour, souvent dans le cadre d'attaques conjointes avec les forces de l'Armée soudanaise.

Ahmad Harun était souvent présent en personne au Darfour pour exercer ses fonctions, et y effectuait des visites régulières à partir du mois d'avril 2003 environ. Lorsqu'ils ont donné une description d'Ahmad Harun, les témoins l'ont immédiatement identifié comme le fonctionnaire de Khartoum responsable de la mobilisation, du financement et/ou de l'armement des *Janjaouid* ou des *Fursan*. Les témoins ont également déclaré qu'ils avaient vu qu'Ahmad Harun rencontrer à de nombreuses reprises des dirigeants des Milices/*Janjaouid*, y compris Ali Kushayb, ou s'adresser à eux.

Ali Kushayb était l'« Aqid al Oqada » ou « colonel des colonels » dans la localité de Wadi Salih du Darfour-Ouest. À la mi-2003, il commandait des milliers de

Suite page 4

Suite de la page 3

Milices/*Janjaouid*. Il a dirigé les attaques contre les villages de Kodoom, de Bindisi, de Mukjar et d'Arawala et a également mobilisé, recruté, armé et approvisionné en fournitures les Milices/*Janjaouid* placées sous son commandement.

L'Accusation affirme qu'Ahmad Harun et Ali Kushayb ont uni leurs efforts, et se sont joints à d'autres, dans la poursuite de l'objectif commun et illégal de persécuter et d'attaquer des populations civiles au Darfour.

Victimes et témoins

Au regard du Statut de Rome, le Procureur et la Cour sont tenus de prendre des mesures de protection envers les victimes et les témoins. Afin de respecter ces obligations visant à protéger le bien-être des victimes et des témoins conformément à l'article 68-1, l'Accusation a décidé de ne pas se rendre au Darfour pour obtenir des déclarations des témoins.

Tout au long de l'enquête, l'Accusation a veillé de près à la sécurité des victimes et des témoins et a mis en place des mesures de protection. L'Accusation et l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins du Greffe continueront de contrôler et d'évaluer les risques encourus par les témoins.

Recevabilité

La CPI est une instance de dernier recours qui ne peut tenter des procédures que dans les cas suivants : (i) il n'y a eu ni enquête ni poursuites à l'échelle nationale à propos de l'affaire; ou (ii) une enquête ou des poursuites ont été engagées, mais l'État n'a pas la volonté ou est dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites. Dans le présent contexte, une 'affaire' est définie par les incidents spécifiques au cours desquels un ou plusieurs crimes relevant de la compétence de la Cour semblent avoir été commis par une ou plusieurs personnes identifiées. Pour qu'une affaire soit irrecevable, les procédures nationales doivent concerner à la fois la personne et le comportement qui font l'objet de l'affaire devant la Cour.

Le Bureau a effectué cinq missions au Soudan, plus récemment à la fin du mois de janvier 2007, recueillant des renseignements sur les procédures nationales auprès des ministères concernés, y compris des autorités judiciaires, du ministère public et des services de police. Après avoir analysé tous les



Géographie du Darfour © ICC-CPI

renseignements pertinents, le Procureur en a conclu que les autorités soudanaises n'ont pas enquêté sur l'affaire qui fait l'objet de la Requête ni engagé de poursuites à ce propos.

L'Accusation a conclu, sur cette base, que

l'affaire est recevable. Cette évaluation ne constitue pas un jugement du système judiciaire soudanais dans son ensemble. Si une question est soulevée en matière de recevabilité, ce sont les juges qui prendront la décision finale.

Dates clés concernant l'enquête menée par le Procureur

31 mars 2005 : Le Conseil de sécurité adopte la Résolution 1593 qui défère au Procureur la situation au Darfour (Soudan).

5 avril 2005 : Le Bureau du Procureur reçoit plus de 2 500 éléments de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour ; le Procureur a reçu une enveloppe contenant les conclusions de la Commission envoyée sous scellés par le Secrétaire général.

1^{er} juin 2005 : S'appuyant sur l'analyse du Bureau du Procureur, le Procureur décide qu'il y a « suffisamment de renseignements pour croire qu'il y a bien des affaires

qui seraient recevables dans le cadre de la situation au Darfour ».

1^{er} juin 2005 : Le Procureur ouvre une enquête sur la situation au Darfour.

Novembre 2005 : Première mission du Bureau du Procureur au Soudan.

Février 2006 : Deuxième mission du Bureau du Procureur au Soudan.

Juin 2006 : Troisième mission du Bureau du Procureur au Soudan.

Août 2006 : Quatrième mission du Bureau du Procureur au Soudan.

Janvier / Février 2007 : Cinquième mission du Bureau du Procureur au Soudan.

Réponses à des questions sur les citations à comparaître

Comment la Cour peut-elle garantir la comparution d'une personne donnée ?

Le Procureur peut demander à la Chambre préliminaire de délivrer une citation à comparaître au lieu d'un mandat d'arrêt.

Si la Chambre préliminaire est convaincue qu'il y a des motifs raisonnables de croire que la personne a commis le crime qui lui est imputé et qu'une citation à comparaître suffit à garantir qu'elle se présentera devant la Cour, elle délivre la citation, avec ou sans conditions restrictives de liberté (autres que la détention) si la législation nationale le prévoit.

Que doit contenir la citation à comparaître ?

La citation contient les éléments suivants :

- le nom de la personne visée et tout autre élément utile pour son identification ;
- la date de comparution ;
- une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour que la personne est censée avoir commis ; et
- l'exposé succinct des faits dont il est présumé qu'ils constituent le crime.

Quelles conditions la Chambre préliminaire peut-elle imposer pour restreindre la liberté des personnes citées à comparaître ?

Dans sa décision, la Chambre préliminaire peut imposer une ou plusieurs conditions restrictives de liberté compatibles avec la législation nationale de l'État concerné, notamment les suivantes :

- a) ne pas sortir des limites territoriales déterminées par la Chambre préliminaire sans l'accord explicite de celle-ci ;
- b) éviter certains lieux et certaines personnes désignés par la Chambre préliminaire ;
- c) s'abstenir d'entrer directement ou indirectement en rapport avec les victimes et les témoins ;
- d) ne pas se livrer à certaines activités professionnelles ;
- e) résider à l'adresse déterminée par la Chambre préliminaire ;
- f) répondre aux convocations de toute autorité ou de toute personne qualifiée habilitée par la Chambre préliminaire ;
- g) fournir une caution ou constituer des sûretés réelles ou personnelles, dont le montant, les délais et les modalités de règlement sont fixés par la Chambre

Les deux parties contestent la décision rendue par la Chambre préliminaire I

Le 29 janvier 2007, la Chambre préliminaire I (CP I) a confirmé des charges de crimes de guerre à l'encontre de M. Lubanga, pour avoir procédé à l'enrôlement et à la conscription d'enfants de moins de 15 ans dans les Forces patriotiques pour la libération du Congo et à les avoir fait participer activement à des hostilités, au sens de l'article 8(2)(b)(xxvi), soit dans un contexte de conflit armé international. M. Lubanga Dyilo a été renvoyé en jugement conformément au Statut de Rome.

Cette décision confirmant les charges est contestée par un appel de la Défense et des demandes d'autorisation d'interjeter appel déposées tant par la Défense que par le Procureur.

Le 30 janvier, la Défense, arguant que ladite décision nie à M. Lubanga sa mise en liberté, se pourvoit directement en appel devant la Chambre d'appel, lui demandant d'infirmar la décision de la CP I et d'accorder une mise en liberté inconditionnelle à M. Lubanga Dyilo.

De plus, le 5 février, la Défense a aussi déposé une demande confidentielle d'autorisation d'interjeter appel. Suite à une ordonnance émise par la CP I, le 22 février, la Défense a soumis une version expurgée de sa requête.

Le Procureur a déposé le 5 février à la CP I une requête d'autorisation d'interjeter appel devant la Chambre d'appel. Le Procureur base sa demande sur l'argument selon lequel la Chambre préliminaire I aurait substitué les charges portées par le Procureur, soit celles visées à l'article 8-2-e-vii du Statut de Rome, par des charges différentes figurant à l'article 8-2-b-xxvi du Statut. Selon la requête, en procédant ainsi, la CP I

M. Lubanga Dyilo © ICC-CPI/Hans Hordijk



La Chambre de première instance I constituée

Le 5 mars dernier, la Présidence a émis sa décision quant à la composition de la Chambre de première instance I qui sera chargée de l'affaire *Le Procureur c/ Thomas Lubanga Dyilo*. La Chambre est composée de la juge Elizabeth Odio Benito (Costa Rica), du juge René Blattmann (Bolivie) et du juge Adrian Fulford (Royaume-Uni).

- préliminaire ;
- h) remettre au Greffier tout document justificatif de son identité, notamment son passeport.

Qu'advient-il si la personne citée à comparaître ne respecte pas les conditions imposées par la Chambre préliminaire ?

Si la Chambre préliminaire est convaincue que l'intéressé a enfreint une ou plusieurs des obligations qui lui étaient imposées, elle peut, pour ce motif, délivrer contre lui un mandat d'arrêt.

Si la Chambre préliminaire délivre une citation à comparaître, qui doit en être informé ?

Lorsqu'une citation à comparaître est délivrée par la Chambre préliminaire, la personne concernée doit être informée par le Greffier par voie de signification à personne. La notification par voie de signification à personne peut être prouvée

de différentes manières. Le Greffier conserve et, le cas échéant, produit la preuve de l'envoi effectif du document.

Suite à la délivrance d'une citation à comparaître, le Greffier doit transmettre également la requête à l'État concerné. Si la citation à comparaître inclut une ou plusieurs conditions restrictives de liberté, le Greffier doit indiquer dans sa demande à l'État concerné :

- a) qu'il est demandé aux autorités nationales d'informer sans délai le Greffier de tout problème qui pourrait entraver ou empêcher l'exécution de la citation à comparaître ; et
- b) qu'il est demandé aux autorités nationales d'informer sans délai le Greffier, lequel informe immédiatement la Chambre préliminaire si la personne visée par la citation n'a pas respecté les conditions qui lui étaient imposées.

Activités de sensibilisation pour les étudiants et le grand public en RDC

La Cour a organisé en février des activités de sensibilisation à l'intention des étudiants et de l'ensemble du public en RDC. À Kinshasa, 300 étudiants ont participé à l'Université protestante du Congo à un séminaire organisé par la Cour qui avait pour thème la décision de la Chambre préliminaire I de la CPI de renvoyer Thomas Lubanga Dyilo en jugement.

Paul Madidi, fonctionnaire chargé de l'information et de la sensibilisation sur le terrain en RDC, a présenté le sujet et a animé le séminaire. Les autres participants étaient le professeur Luzolo, spécialiste de droit pénal, et Franck Mulenda, l'un des deux représentants légaux des trois victimes dans l'affaire *Le Procureur c/ Thomas Lubanga Dyilo*. Il a notamment été question des procédures pénales définies par le Statut de Rome et par la législation congolaise, ainsi que du droit des victimes de participer à la procédure devant la CPI et de demander des réparations.

Le programme de sensibilisation de la Cour cherche à toucher particulièrement les bénévoles et le personnel humanitaire, en contact permanent avec les communautés concernées dans la province de l'Ituri. C'est la raison pour laquelle la Cour a organisé à leur intention deux ateliers de sensibilisation au bureau du Haut-Commissaire des Nations

Unies aux droits de l'homme à Kinshasa. L'atelier intitulé « Comprendre la CPI et ses activités en RDC » a eu lieu le 6 et le 16 février.

En coopération avec *Radio Okapi*, deux émissions spéciales d'une heure à propos de la Cour ont été diffusées le 14 et le 19 février. La première portait sur le droit des victimes à prendre part à la procédure en tant que parties indépendantes, par-delà leur participation à celle-ci en qualité de témoins ; la deuxième consistait en des échanges avec les auditeurs, qui ont été invités à poser des questions aux représentants de la CPI.

Le *Centre Lokole*, une association de stations de radio locales, a invité les représentants de la CPI à participer à l'émission *Boyoka pe Biso*, diffusée en lingala le 16 et le 26 février. Au cours de cette émission interactive, les représentants de la CPI ont répondu aux questions des auditeurs sur la procédure judiciaire concernant Thomas Lubanga Dyilo.

La diffusion de documents d'information et d'une sélection de documents juridiques de référence de la CPI s'est poursuivie tout au long du mois de février, notamment auprès de la Bibliothèque Cepas, la Bibliothèque du HCDH, la Bibliothèque de l'Université protestante du Congo et la Bibliothèque du ministère de la justice.

Du 7 au 9 mars 2007, le Greffier se rendra en RDC. Au cours de sa visite à Bunia, il rencontrera, en compagnie du procureur adjoint Fatou Bensouda, des représentants des autorités judiciaires, dont le Président et le Procureur du Tribunal de grande instance, ainsi que des représentants de la société civile. Le 9 mars, le Greffier participera à un débat public en direct sur *Interactive Radio for Justice*, en coordination avec la station de radio *Canal Révélation*. D'autres invités prendront part à cette manifestation, notamment des représentants des autorités judiciaires civiles et militaires, des autorités politiques et administratives, et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC (MONUC/Bunia). Quelque 200 participants sont attendus.

Pour la deuxième étape de sa mission, le Greffier se rendra à Kinshasa, où il rencontrera des représentants du Gouvernement congolais, le chef de la MONUC et des représentants d'autres institutions des Nations Unies et d'ONG avec lesquelles la Cour coopère étroitement sur le terrain.

Des réunions entre des représentants de la CPI et d'ONG locales et des responsables religieux sont en outre prévues pour les troisième et quatrième semaines de mars à Bunia et à Goma.

Tenue d'ateliers d'information dans le nord de l'Ouganda

En février, des activités de sensibilisation ont été menées dans les sous-régions de Teso, Acholi et Lango, dans le nord et le nord-est de l'Ouganda. Environ 190 représentants, de la société civile essentiellement, ont participé à des ateliers visant à faire mieux comprendre le rôle de la Cour dans la région. Les participants sont parvenus à un consensus à l'issue d'un débat plus approfondi sur la nécessité de faire participer davantage la population locale aux activités de la Cour, et des dispositions ont été prises pour organiser la tenue de réunions régulières dans les salles municipales.

Le 6 février, un atelier s'est tenu à Soroti à l'intention de 73 chefs de clans du district d'Amuria. Les participants ont fait part de leurs préoccupations concernant l'application par la Cour de mesures de sécurité dans le cadre des demandes de participation des victimes à la procédure. Au cours des discussions par groupe, les représentants de la CPI ont expliqué que la Cour est consciente des risques liés à cette participation. Les contacts avec les

victimes sont gérés de façon à limiter ces risques, pour les victimes ou pour des tiers, et les informations communiquées sont traitées dans la plus stricte confidentialité. Par exemple, les données figurant sur les formulaires déposés par les victimes sont conservées dans une base de données sécurisée, à laquelle seul le personnel autorisé de la Cour a accès.

Un deuxième atelier s'est tenu à Soroti le 7 février, avec la participation de 46 représentants des districts d'Amuria, Katakwi et Soroti. Afin de sensibiliser leurs groupes respectifs, les participants ont recommandé d'encourager le dépôt des demandes de participation des victimes par Internet, pour renforcer la confiance et la participation aux activités de la Cour. L'atelier a également permis de mettre en place des dispositifs de collaboration et de partage d'informations. Des recommandations ont été formulées en vue de la création de points de contact au sein des réseaux existants de la société civile, pour faciliter l'accès de la population locale aux documents de la CPI.

Des journées d'information ont également été organisées à Gulu et Lira : le 21 février, pour les représentants de la société civile des districts d'Amuru et de Gulu de la sous-région d'Acholi, et le 23 février à Lira, pour les districts d'Apac, d'Amolatar, de Dokolo, de Lira et d'Oyam de la sous-région de Lango. Des représentants du Greffe et du Bureau du Procureur ont rencontré quelque 75 représentants d'ONG locales et internationales. Ils ont présenté le mandat de la Cour, expliqué les enquêtes en cours dans le nord de l'Ouganda, et évoqué la participation des victimes à la procédure devant la CPI. Ils ont également distribué des documents d'information et ont écouté les participants exprimer leurs préoccupations. Il a également été question des différentes façons d'améliorer la diffusion d'informations sur la Cour.

Un autre atelier est prévu en mars à Adjumani, dans le district du même nom. Il réunira des représentants des districts d'Adjumani et Moyo de la région du Nil occidental.

Nomination du directeur exécutif du Secrétariat du Fonds au profit des victimes; nouvelle phase des activités

M. André Laperrière a rejoint le Secrétariat du Fonds au profit des victimes de la CPI, en qualité de directeur exécutif, le 31 janvier 2007. Il est chargé de planifier, de gérer et de coordonner le programme de travail et les priorités du Secrétariat, créé pour apporter l'aide nécessaire au Conseil de direction dans l'accomplissement de sa tâche. Le Secrétariat facilitera le travail du Conseil en mettant en œuvre ses décisions par le biais de programmes et de projets en faveur des victimes. Auparavant, M. Laperrière était Directeur de la Division de l'administration et des finances à l'Organisation mondiale de la santé. Précédemment, il avait mis ses compétences au service de différentes institutions internationales, notamment en Éthiopie, en Haïti, en Irak et en Guinée.

La nomination de M. Laperrière, la réélection des membres du Conseil de direction et l'élection d'un nouveau membre, devraient permettre au Fonds d'aborder une nouvelle phase de ses activités. Établi en 2002 par l'AEP, le Fonds a pour mission de faire reconnaître les droits et les besoins des victimes de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de génocides relevant de la compétence de la Cour. Le Statut de Rome prévoit une participation active des victimes à la procédure pénale, et leur permet de demander des réparations aux auteurs des crimes les plus graves. Le Fonds, géré par le Greffe mais indépendant de la Cour, est supervisé par le Conseil et contribue à l'accomplissement des fonctions de la Cour en matière de réparations. C'est le Conseil qui oriente la stratégie à long terme du Fonds.

Le Fonds sera principalement alimenté par le produit des amendes, confiscations de biens et réparations ordonnées par la Cour à l'encontre de personnes reconnues coupables à des fins d'indemnisation, de restitution ou de réhabilitation. Les juges fixeront le montant de la réparation, mais le Fonds jouera un rôle important lorsque des indemnités sont accordées à titre collectif, ou si, au moment où l'ordonnance est rendue, il est « impossible ou irréaliste » d'accorder un montant à chaque victime. Dans de telles situations, la Cour peut ordonner que le produit d'une ordonnance de réparation soit déposé au Fonds au profit des victimes. Le Fonds peut aussi utiliser les contributions pour financer des

projets destinés aux victimes. Certaines contributions proviennent en outre de sources externes telles que des États, des organisations internationales ou des particuliers. La prochaine phase d'activité devrait permettre de mettre en place de nouvelles modalités de financement, et d'augmenter les ressources dont dispose le Fonds pour remplir son mandat.

Le Fonds est soumis à de stricts contrôles financiers. Il est tenu de rendre compte chaque année à l'Assemblée des États parties (AEP) de l'ensemble de ses activités, projets et contributions volontaires. Parallèlement, le Comité du budget et des finances est chargé d'examiner tous les ans le budget du Fonds et de formuler des recommandations en vue d'une gestion financière optimale.

Le Conseil s'attache actuellement à appliquer le Règlement du Fonds au profit des victimes, adopté lors de la quatrième session de l'AEP, en ce qui concerne la question de savoir si le Fonds peut intervenir préalablement à une condamnation. Le Règlement dispose que la responsabilité première du Fonds est l'exécution des ordonnances de réparation rendues par la Cour à l'encontre de personnes reconnues coupables. Le Conseil de

direction doit donc veiller à ce que les ressources servent les intérêts des victimes dont les noms figurent dans les ordonnances de la Cour. Il peut aussi décider d'utiliser d'autres ressources pour offrir une réadaptation physique ou psychologique ou un soutien matériel aux victimes et à leurs familles. Le Règlement précise toutefois que le Conseil doit notifier officiellement cette décision à la Cour. Celle-ci peut alors demander le report ou l'interruption de ses activités spécifiées si elles risquent de nuire au bon déroulement de la procédure.

Si la Cour doit avant tout rendre justice aux victimes, elle doit aussi les aider et les indemniser pour leur permettre de reconstruire une vie souvent brisée par la guerre. La raison d'être du Fonds au profit des victimes est de contribuer à la réalisation de cette mission.

M. Laperrière (à droite), avec les membres du Conseil © ICC-CPI



Élection des membres du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes

Sa Majesté la Reine Rania Al Abdullah de Jordanie ayant présenté sa démission en août 2006, l'Assemblée des États parties (AEP) a élu, lors de la reprise de sa cinquième session à New York le 1^{er} février 2007, M. Bulgaa Altangerel (Mongolie) pour trois ans, en tant que représentant des pays d'Asie et cinquième membre du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes. Cette élection complète la composition de l'organe indépendant chargé de superviser la gestion du Fonds instauré par la Cour pour aider les victimes et leurs familles et leur permettre de reconstruire leur vie.

Auparavant, trois autres membres du Conseil de direction avaient été réélus à l'issue de leur premier mandat de trois ans,

lors de la cinquième session de l'AEP, qui s'est tenue à La Haye du 23 novembre au 1^{er} décembre 2006. Madame la Ministre Simone Veil (France), qui reste Présidente du Conseil de direction, Son Excellence Monsieur Tadeusz Mazowiecki (Pologne), et Son Excellence l'archevêque Desmond Tutu (Afrique du Sud), continueront de représenter chacun leur groupe régional.

Le membre du Conseil de direction représentant les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, M. Arthur Napoleon Raymond Robinson (Trinité-et-Tobago), a été élu le 16 mai 2006 par consensus, ce qui a permis de pourvoir le siège laissé vacant à la suite de la démission de son prédécesseur. Il a été lui aussi réélu lors de la cinquième session de l'AEP en 2006.

Reprise de la cinquième session de l'Assemblée des États parties à New York



M. Bruno Stagno Ugarte (Costa Rica), Président de l'Assemblée des États parties, a présidé la huitième séance plénière de l'Assemblée © ICC-CPI/AEP

La reprise de la cinquième session de l'Assemblée des États parties s'est déroulée du 29 janvier au 1er février 2007 au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Conseil de direction du Fonds au profit des victimes

Le 1^{er} février 2007, l'Assemblée a élu M. Bulгаа Altangerel (Mongolie) pour pourvoir le cinquième siège du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes. M. Altangerel y retrouvera M. Tadeusz Mazowiecki (Pologne), M. Arthur Robinson (Trinité et Tobago), l'archevêque Desmond Tutu (Afrique du Sud) et Mme Simone Veil (France), qui ont été élus à l'occasion de la cinquième session tenue à La Haye en novembre et décembre 2006 et dont le mandat de trois ans a commencé à courir le 1^{er} décembre 2006.

Groupe de travail spécial sur le crime d'agression

Conformément à l'article 5 du Statut de Rome, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes d'agression, des crimes de génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Toutefois, la Cour n'exercera sa compétence à l'égard du crime d'agression qu'après l'adoption d'une disposition définissant ce crime et fixant les conditions de l'exercice de la compétence de la Cour en

la matière. Cette clause devra être conforme aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Lors de sa première session, en 2002, l'Assemblée des États parties avait créé un Groupe de travail spécial sur le crime d'agression. Conformément à la résolution ICC-ASP/1/Res.1, ce groupe est ouvert à égalité à tous les États, qu'ils soient ou non parties au Statut de Rome.

Pendant la reprise de la cinquième session,

le Groupe de travail a tenu six réunions dont les débats ont porté sur un document de travail révisé proposé par le Président du groupe, M. l'Ambassadeur Christian Wenaweser (Liechtenstein). Ces réunions avaient pour principaux thèmes de discussion la définition du crime d'agression et les conditions de l'exercice de la compétence de la Cour. Le Président a indiqué que le Groupe de travail avait entamé une nouvelle phase de ses travaux et que les discussions futures devraient viser à atténuer les divergences d'opinion. Le Groupe de travail s'efforcera de conclure ses travaux 12 mois avant la conférence de révision prévue à l'article 123 du Statut de Rome.

Le Groupe de travail s'est attaché à déterminer si la définition du crime d'agression devait fixer un seuil sous la forme d'une clause disposant que l'acte d'agression doit constituer une « violation manifeste » de la Charte des Nations Unies. Il s'est par ailleurs demandé s'il convenait de renvoyer à la définition du terme « agression » figurant dans la résolution 3314 (XXIX), adoptée en 1974 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

S'agissant de l'exercice de la compétence, les opinions divergent sur la question de savoir si le Conseil de sécurité doit préalablement constater l'acte d'agression commis par un État et sur les conséquences qu'entraînerait l'absence de pareille constatation.

Résolutions adoptées

L'Assemblée a adopté la résolution ICC-ASP/5/Res.5 portant modification des modalités de présentation des candidatures et d'élection aux fonctions de juge dans l'éventualité où un siège de juge deviendrait vacant. En conséquence, le Bureau fixe le lieu et la date de l'élection, laquelle doit intervenir au maximum 20 semaines après la survenance de la vacance, à moins que le Bureau n'en décide autrement après avoir consulté la Cour.

S'agissant du siège laissé vacant suite à la démission de Mme la juge Maureen Harding Clark (Irlande), l'Assemblée a décidé d'organiser l'élection au cours

de sa sixième session, qui devrait se dérouler à New York du 30 novembre au 14 décembre 2007. Elle a par ailleurs décidé que la période de présentation des candidatures courrait du 1^{er} juin au 24 août.

En outre, l'Assemblée a adopté la résolution ICC-ASP/5/Res.6, qui modifie le règlement concernant le régime des pensions des juges (ICC-ASP/5/Res.3) en excluant la possibilité pour une personne de bénéficier d'une pension de retraite de la Cour alors qu'elle exerce les fonctions de juge dans un autre tribunal international.



Réunion intersession 2007

Des renseignements sur la réunion intersession du Groupe de travail spécial, qui aura lieu à Princeton (New Jersey) du 11 au 14 juin 2007, sont disponibles sur le site web de la Cour (www.icc-cpi.int), sous la rubrique « Assemblée des États Parties/Crime d'Aggression ».

L'Ambassadeur Christian Wenaweser, Président du Groupe de travail spécial sur le crime d'agression.
© ICC-CPI/ASP

Une réunion intersession informelle sur le crime d'agression doit se dérouler du 11 au 14 juin 2007 au Liechtenstein Institute on Self-Determination à l'Université de Princeton.

Documents officiels

Les documents officiels de la reprise de la cinquième session, contenant notamment le rapport du Groupe de travail spécial sur le crime d'agression ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée, peuvent être consultés sur le site Internet de la Cour (www.icc-cpi.int).

Bureau de l'Assemblée

Au cours de la reprise de la cinquième session, le Bureau a organisé plusieurs réunions et a notamment décidé de proroger le mandat de ses groupes de travail de La Haye et de New York, qui conserveront les mêmes attributions.

Le Groupe de travail de La Haye :

- Travaillera avec la Cour sur la mise en œuvre de son processus de planification stratégique ;
- Se penchera sur les questions de la représentation géographique équitable et de la parité hommes-femmes dans le cadre du recrutement ;
- S'intéressera à la question des locaux permanents ;
- Examinera avec la Cour la question de la coopération avant de faire rapport au Bureau, qui déciderait de la marche à suivre ; et
- Examinera la question du budget de la Cour, tout en respectant le rôle spécial imparti au Comité du budget et des finances.

Le Groupe de travail de New York :

- Se penchera sur l'exécution du plan d'action de l'Assemblée des États parties pour parvenir à l'universalité et à la pleine mise en œuvre du Statut de Rome ;
- Étudiera le problème des arriérés, en faisant notamment des propositions visant à encourager la ponctualité des paiements ;
- Analysera avec la Cour des propositions en faveur d'un mécanisme de contrôle indépendant ; et
- Examinera les préparatifs de la conférence de révision, en particulier s'agissant des règles de procédure applicables et des questions d'ordre pratique et d'organisation.

Le Bureau a désigné les facilitateurs suivants :

Groupe de travail de La Haye

- Processus de planification stratégique : Mme Michèle Dubrocard (France)
- Représentation géographique équitable et parité hommes-femmes dans le cadre du recrutement : Mme l'Ambassadrice Mirjam Blaak (Ouganda)
- Locaux permanents : M. Masud Husain (Canada)
- Projet de budget-programme : M. l'Ambassadeur Hans Magnusson (Suède)
- Coopération (La Haye) : Mme l'Ambassadrice Kirsten Biering (Danemark)

Groupe de travail de New York

- Coopération (New York) : Mme Brechje Schwachöfer (Pays-Bas)
- Plan d'action de l'Assemblée pour parvenir à l'universalité et à la pleine mise en œuvre du Statut de Rome : M. Alejandro Alday (Mexique)

En outre, le Bureau a nommé par consensus M. Renan Villacis (Équateur) au poste de Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties.

Les décisions du Bureau peuvent être consultées sur le site Internet de la Cour (www.icc-cpi.int).

Groupe de travail de La Haye

Lors de sa deuxième réunion, qui s'est tenue le 21 février 2007, le Groupe de travail de La Haye a débattu de la question des locaux permanents et du projet de structure décisionnelle. De fait, le Groupe de travail a convenu de convoquer à la fin du mois de mars une réunion d'experts sur la question des locaux permanents.

¹ Voir ICC-ASP/5/SW/GCA/2.

Le Nouveau Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties

M. Renan Villacis (Équateur) a débuté sa carrière au poste de troisième secrétaire du Ministère équatorien des affaires étrangères.

En 1996, il a intégré le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU à New York. En sa qualité de membre de la Division de la codification de ce Bureau, il a fait partie de l'équipe du Secrétariat qui a fourni un appui fonctionnel au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, à la Commission préparatoire de la Cour, ainsi que lors de la Conférence diplomatique de Rome et de la tenue des deux premières sessions de l'Assemblée des États parties.

En 2004, M. Villacis a rejoint en qualité de juriste le Secrétariat de l'Assemblée à La Haye, Secrétariat qu'il dirige par intérim depuis avril 2005.



M. Renan Villacis © ICC-CPI/ASP

Universalité du Statut de Rome : le rôle de la CPI

Les États parties au Statut de Rome ne cessent d'affirmer que le Statut doit être accepté et applicable dans le monde entier. L'Assemblée des États parties (AEP) a déclaré en 2006 : « Il est impératif de parvenir à l'universalité du Statut de Rome de la Cour pénale internationale pour mettre un terme à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves ayant une portée internationale, concourir à la prévention de nouveaux crimes et garantir durablement le respect de la justice internationale et sa mise en œuvre. »

Depuis son adoption en 1998, 104 États de toutes les régions du monde ont déjà ratifié le Statut de Rome. Néanmoins, de nombreux États n'y ont pas encore adhéré, et le rythme des ratifications est inégal selon les régions. L'Afrique est actuellement la région la plus représentée. L'Europe ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes sont également bien représentées, tandis que les progrès en direction d'une ratification universelle sont plus lents en Asie.

C'est aux États parties qu'il incombe au premier chef de promouvoir le Statut de Rome. Les États parties ayant ratifié celui-ci encouragent d'autres États à le faire, et soutiennent de nombreuses initiatives visant à favoriser le processus de ratification. En 2006, l'AEP a adopté un plan d'action pour parvenir à l'universalité et à la mise en œuvre intégrale du Statut de Rome. Ce plan décrit la façon dont elle va, avec les États parties, continuer à contribuer à la réalisation de cet objectif au cours des prochaines années. Il demande aux États parties d'œuvrer en faveur de l'universalité grâce aux contacts qu'ils prennent sur le plan notamment politique : relations bilatérales avec des États non-parties et rapports avec des organisations ou des groupes régionaux. Ils peuvent en outre apporter une assistance technique ou financière aux États qui souhaitent devenir parties au Statut.

Des organisations internationales encouragent aussi activement la ratification universelle du Statut de Rome. L'Assemblée générale des Nations Unies a invité tous les États à envisager la ratification. L'Union européenne a exhorté ses membres et d'autres États à ratifier, et elle a soutenu plusieurs initiatives de promotion de l'universalité. De même, l'Organisation des États américains et l'Union africaine ont mené des actions en faveur d'une adhésion universelle.

De nombreuses ONG ont été très actives dans ce domaine et ont joué un rôle majeur au moyen de conférences, d'échanges d'informations entre leurs membres et de diverses campagnes.

La Cour elle-même n'intervient pas pour favoriser la ratification, qui relève d'une décision souveraine des États. En tant qu'organe judiciaire, elle doit se cantonner strictement à ce rôle et ne pas prendre part aux débats politiques. Elle contribue toutefois aux efforts déployés en faveur de l'universalité en informant le public intéressé sur elle-même et sur sa mission.

Le Président de la Cour, M. le juge Philippe Kirsch, est d'avis que, souvent, les impressions erronées et les malentendus sur la Cour s'expliquent tout simplement par un manque d'information. Il a déclaré : « J'ai pu constater que plus le travail de la Cour est compris, plus il est apprécié. » Il a précisé en outre : « Le rôle de la Cour n'est pas de faire sa propre promotion. Notre devoir est d'expliquer qui nous sommes et de fournir des informations exactes. »

Les visites effectuées par le Président ou par d'autres fonctionnaires de la Cour dans des États non-parties sont un important moyen

d'informer directement les membres du gouvernement ou les parlementaires chargés de prendre une décision quant à la ratification. Le Président, ou d'autres fonctionnaires de la Cour en son nom, se sont ainsi rendus dans des pays de toutes les régions du monde pour présenter la Cour et expliquer son rôle. Pour ne mentionner que ces trois derniers mois, le Président est allé au Japon, au Guatemala, en Turquie et en Ukraine.

La ratification du Statut de Rome par le Mexique témoigne de l'effet que peuvent avoir de telles visites. Décrivant le processus de ratification dans son pays, le Représentant permanent adjoint du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré devant l'Assemblée générale : « J'aimerais rendre un hommage particulier au Président Philippe Kirsch, qui a visité le Mexique à maintes reprises pour dialoguer avec le Congrès et qui a également reçu à La Haye des parlementaires mexicains. Sa confiance dans le Mexique et ses efforts inlassables ont été indispensables pour vaincre les dernières résistances et dissiper les doutes qui subsistaient. »

La mission de la Cour étant de mieux en mieux comprise dans le monde entier, le nombre de ratifications devrait augmenter.

Le Greffier en mission en Ouganda

Dans le cadre de son engagement à demeurer proche de la réalité sur le terrain, le Greffier, M. Bruno Cathala, s'est rendu du 26 au 28 février à Kampala, en Ouganda. M. Cathala y a rencontré les représentants du gouvernement afin d'être informé des mesures prises par les autorités ougandaises pour assurer l'exécution des mandats d'arrêts, délivrés par la Chambre préliminaire II en juillet 2005.

En vue de poursuivre l'échange et d'entretenir un dialogue régulier avec les acteurs sur le terrain, le Greffier a rencontré le représentant du programme des Nations Unies pour le développement, qui est aussi le représentant résident des Nations Unies en Ouganda, nouvellement désigné. Des réunions ont également eu lieu avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi qu'avec des représentants d'autres agences de l'ONU.

Manifestations à venir

7 - 9 mars : le Greffier se rendra en RDC, où il rencontrera des représentants des autorités judiciaires, du gouvernement, des agences de l'ONU et de la société civile. Le Greffier et le Procureur adjoint participeront en direct à une émission de radio interactive.

26 - 27 mars : 7^e réunion stratégique entre le Greffe, les ONG et le Bureau du Procureur à La Haye.

29 mars : 1^{ière} réunion d'information de l'année à l'intention du corps diplomatique, à La Haye.

28 - 29 mars : séminaire à l'intention des conseils au World Forum Convention Center, à La Haye.

28-29-30 mars : rencontre prévue avec des experts sur les locaux permanents de la Cour.